

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 11 JUIN 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**

Le mercredi 11 juin à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 3 juin 2014

ORDRE DU JOUR :

Présentation par M. BROGGI, Sarl CHAMADE du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2013 et proposition de la mise en conformité de la station.

➤ **ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

- Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2013

➤ **FINANCES / PERSONNEL :**

- Délibération modificative n° 1 au budget principal
- FDAEC 2014 : demande de subvention
- Formation des élus : mise en place d'une enveloppe budgétaire
- Tarifs du restaurant scolaire et du transport scolaire
- Indemnité de conseil au receveur municipal

➤ **AUTRES POINTS :**

- Temps d'activités périscolaires (TAP) : mise en œuvre des inscriptions et fixation du tarif
- Extension de la régie de recette des droits de places
- Adoption du règlement intérieur pour les services périscolaires
- Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal
- Election du référent Sécurité Routière
- Election d'un référent à l'Association des Communes Forestières Girondines
- Modification des statuts du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais
- Accueil de la « Coccinelle »

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

PRESENTS : (18) Mmes. Murielle PICQ, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Bernard GRIMÉE, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

ABSENTE EXCUSÉE (1) : Mme Odette ANCELOT a donné pouvoir M. Emmanuel MOULIN

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Stéphanie BAUDE

Madame le Maire demande si le conseil adopte le compte rendu du 7 mai 2014.

M. COUSTAL Délibération n° 20140504 : demande le taux de prise en charge des deux CAE : 85 % pour chacun.

M. COUSTAL Délibération n° 20140511 : demande à être associé aux propos de M. MOULIN sur l'ouverture aux commissions de la CDC qui n'existe pas.

Le compte rendu du Conseil Municipal du 7 mai 2017 est adopté à l'unanimité.

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE

L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

du 8 mai au 11 juin 2014

Numéro	Objet
D 2014-013	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux d'alimentation électrique sur la VC n° 202 au lieu-dit Chauvin
D 2014-014	Arrêté portant réglementation de la baignade et de loisirs sur le site du Moulin Blanc
D 2014-015	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la D250 au lieu-dit Marchais
D 2014-016	Arrêté nommant les membres du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale
D 2014-017	Arrêté interdisant l'accès au lavoir
D 2014-018	Arrêté interdisant l'arrêt et le stationnement devant les bouches d'incendie
D 2014-019	Arrêté pour dépenses imprévues - virement de crédits
D 2014-020	Arrêté réglementant la circulation sur la D22 pendant les travaux sur l'immeuble de Monsieur EL BOUKHARI au numéro 9 rue des Anciens Combattants
D 2014-021	Arrêté d'autorisation de construire pour un PC délivré à BEAU Michaël et HERNANDEZ Laura
D 2014-022	Arrêté d'autorisation de construire pour un PC délivré à la commune pour le Centre de Soins
D 2014-023	Certificat de non opposition pour l'agence TUC Immo pour un détachement de lots à bâtir à La Gâche
D 2014-024	Devis signé avec ECO-PATCHER pour l'amélioration mécanique de la chaussée par projection de gravillons enrobés à l'émulsion pour un montant de 16 356 € TTC
D 2014-025	Devis signé avec LES TRAVAUX DE L'ESTUAIRE pour le fauchage des pistes forestières et des fossés pour 12 040,14 € TTC
D 2014-026	Devis signé avec CHEVALIER TP pour transformation du godet trapèze pour 678 € TTC
D 2014-027	Encaissement du dédommagement de l'assurance suite au vol de la sonorisation lors du cambriolage du 7 avril 2013 de la salle Courade de 425,06 €
D 2014-028	Paiement de la somme de 731 € à ERDF, correspondant à la franchise, suite à l'incident du 6 novembre 2013 d'un panneau de signalisation posé sans DICT et ayant occasionné des dégâts très importants du réseau
D 2014-029	Devis signé pour l'acquisition d'un TBI avec MANUTAN pour 1 595,81 €.
D 2014-030	Devis signé pour un poste informatique pour l'école élémentaire et d'un écran pour l'école maternelle avec MISCO pour 1 200,79 €
D 2014-031	Convention de « prestations ponctuelles » avec le SMICVAL du 9 mai 2014

ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2013

Madame le Maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Monsieur BROGGI, de la SARL CHAMADE, assistant conseil, présente et commente le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif de la commune pour l'exercice 2013 auquel a été jointe la note annuelle d'information de l'Agence de l'eau, prévue par la Loi N° 2010-788 du 12 Juillet 2010.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal :

ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la commune de SAINT-CHRISTOLY DE-BLAYE relatif à l'exercice 2013. Ce dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.

DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

DELIBERATION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

Madame le Maire informe de la proposition de la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien de bâtiments, entretien du cimetière, assainissement », réunie le 27 mai 2014 d'acquiescer des panneaux de signalisation de Police et temporaires pour le fauchage.

Elle propose le devis de l'entreprise SES de Floirac pour un coût de 1 375,64 €.

Elle propose d'inscrire les crédits nécessaires comme suit :

Section d'investissement

Dépenses :

- | | |
|--------------------------------|-----------|
| • 2152 Installations de voirie | + 2 000 € |
| • 020 Dépenses imprévues | - 2 000 € |

Le Conseil Municipal accepte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FDAEC 2014 AUPRES DU DEPARTEMENT

Madame le Maire fait part des modalités du Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes (F.D.A.E.C.) votées par le Conseil Général.

Madame le Maire informe que Monsieur Alain RENARD, Conseiller Général, a adressé un courrier en date du 11 avril 2014 proposant une attribution à la commune de la somme de 24 421,00 €.

Pour les travaux de voirie, le taux maximum de financement F.D.A.E.C. est désormais de 80% du coût H.T. et pour les autres investissements de 80% du coût de l'opération.

Sur proposition de la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement », réunie le 27 mai Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter cette dotation à la réfection de la chaussée sur le CR n° 140 des Garelles aux Quints et à l'intersection de la VC n° 201 et de l'avenue Paul Arnaud.

Le Plan de financement de ces opérations est le suivant :

- | | |
|----------------------------------|--------------------|
| - Dépense HT pour le CR n° 140 : | 50 315,10 € |
| - Dépense HT pour la VC n° 201 : | 12 463,00 € |
| Total des dépenses HT : | 62 778,10 € |
|
 | |
| - FDAEC 2014 : | 24 421,00 € |
| - Autofinancement HT : | 38 357,10 € |
| Total des recettes HT : | 62 778,10 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Général au titre du FDAEC pour ces opérations ;
- Inscrit les dépenses et la recette correspondantes au budget principal 2014.

Vote : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur COUSTAL demande que lui soit précisée l'enveloppe globale des travaux de voirie et de sa prévision budgétaire.

Monsieur MACEIRA demande la date prévisionnelle des travaux ? Mme PICQ informe que les travaux seront effectués en 2014 et sont programmés par la CDC en lien avec les communes.

FORMATION DES ELUS : MISE EN PLACE D'UNE ENVELOPPE BUDGETAIRE

Madame le Maire informe que les droits des élus locaux à la formation a été créée par la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et précisé dans le CGCT.

Les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire. Les conseils doivent délibérer sur l'exercice du droit à la formation et déterminer les orientations et les crédits.

Le montant des dépenses de formation sont plafonnés à 20 % du montant total des indemnités de fonctions qui peuvent être allouées aux élus, soit 11 450 € pour la collectivité. Dans la limite de ce plafond, le conseil municipal fixe librement le montant alloué à la formation et définit les modalités d'attribution.

Madame le Maire rappelle qu'une enveloppe de 500 € a été inscrite au budget prévisionnel 2014, au compte 6535 « Formation ».

Après discussion, le Conseil Municipal définit les orientations pour 2014, comme suit :

- **D'allouer une enveloppe de 1 000 € destinée à la formation des élus ;**
- **2 journées de formation programmées : Urbanisme et Marchés Publics seront dispensées par l'Association des Maires de Gironde.**

Il est demandé que la formation prévue le 24 juin sur les marchés publics soit reportée ultérieurement.

TARIFS APPLICABLES POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2014/2015

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 26 mai propose d'appliquer une augmentation de 5 centimes pour le repas enfant et adulte à la rentrée scolaire 2014/2015 pour le restaurant scolaire.

Après discussion, le Conseil Municipal décide de fixer les tarifs applicables à la rentrée scolaire 2014/2015 pour le restaurant scolaire comme suit :

- Repas enfant : **2,25 €**
- Repas adulte : **5,35 €**

Ces tarifs entreront en vigueur **au 1^{er} septembre 2014.**

TRANSPORT SCOLAIRE : TARIFS POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2014/2015

Madame le Maire informe que le Conseil Général propose de fixer le tarif du transport scolaire pour l'année 2014/2015 à 129 € par enfant.

La participation des familles s'élève depuis la mise en place du service, en septembre 2012 à 120 €.

Après discussion, le Conseil Municipal décide de fixer le tarif du transport scolaire pour l'année scolaire à **129 € par enfant.**

Cette prestation fera l'objet d'une facturation selon l'article 3 du règlement intérieur du transport scolaire aux familles utilisant ce service et la recette sera inscrite, en section de fonctionnement, à l'article 7067 du budget annexe « Transport Scolaire ».

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Mme BAUDE demande si le service de transport scolaire est obligatoire. Mme PICQ lui répond qu'il n'est pas obligatoire.

ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE DE CONSEIL AU RECEVEUR MUNICIPAL

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1989 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

Vu notamment l'article 3 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 qui précise qu'une nouvelle délibération doit être prise lors du renouvellement du Conseil Municipal ;

DECIDE :

- De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil ;
- D'accorder l'indemnité de conseil à taux plein à compter du renouvellement du conseil Municipal du 5 avril 2014 ;
- Que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Madame MANZANO Sylvie.

Vote : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (TAP) : MISE EN ŒUVRE DES INSCRIPTIONS ET FIXATION DU TARIF POUR LA RENTREE SCOLAIRE 2014/2015

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 26 mai propose, dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, de mettre en œuvre comme suit les TAP :

- La collectivité fixe les activités proposées aux enfants des écoles maternelle et élémentaire, les diffuse auprès des parents.
- Les familles devront impérativement inscrire leur enfant aux TAP afin d'identifier le besoin de personnel ou d'intervenants extérieurs.
- De ne pas demander de participation aux familles pour les TAP OU De mettre en place la même tarification que pour l'accueil périscolaire comme suit :

Tranche	QF	Tarif au 1 ^{er} septembre 2014
1ère tranche	< 550	1.10
2ème tranche	< 551 et < 751	1.15
3ème tranche	< 751 et < 950	1.20
4ème tranche	< 951 et < 1150	1.25
5ème tranche	< 1151 et < 1350	1.30
6ème tranche	< 1351	1.35

Après discussion, le Conseil Municipal décide :

- De mettre en place la même tarification que pour l'accueil périscolaire comme suit :

Tranche	QF	Tarif au 1 ^{er} septembre 2014
1ère tranche	< 550	1.10
2ème tranche	< 551 et < 751	1.15
3ème tranche	< 751 et < 950	1.20
4ème tranche	< 951 et < 1150	1.25
5ème tranche	< 1151 et < 1350	1.30
6ème tranche	< 1351	1.35

VOTE :

- 8 pour le tarif accueil périscolaire
- 6 pour un forfait
- 3 pour la gratuité (Mmes BERLEMONT, GABISON, M. COUSTAL)
- 2 abstentions (Mme BAUDE, M. CADUSSEAU)

M. COUSTAL indique que la Commission des Ecoles avait émis le souhait de ne pas faire payer les familles. Mme PICQ lui répond que la Commission n'avait pas tranché.

M. MOULIN fait remarquer que si des activités de qualité sont proposées, le coût pour la collectivité sera plus important.

Mme PICQ précise que la tarification peut s'établir par une participation fixe ou sur la base du tarif de la garderie ou de la gratuité. Elle indique que la CAF préconise tout de même une participation des familles pour tous les services.

M. COUSTAL demande de se laisser le temps d'une année pour décider.

Mme BAUDE se prononce pour la mise en place d'un forfait qui permettra à toutes les familles de pouvoir participer, même si le tarif est peu élevé, ce n'est pas un lien avec la garderie. Le forfait pourra être réajusté l'année prochaine.

M. CADUSSEAU relève que le risque du forfait inciterait les parents à ne pas faire suivre les TAP toute l'année.

M. MOULIN trouve plus intéressant pour la collectivité d'appliquer le tarif de la garderie, il faut faire attention aux finances de la commune avec notamment le projet de construction du centre de soins.

Mme PICQ l'informe d'une subvention versée par l'Etat de 50 € par enfant.

Mme GABISON déclare qu'elle est pour l'école gratuite.

Mmes Valérie BERLEMONT, Martine GABISON et M. COUSTAL se prononcent pour la gratuité.

EXTENSION DE LA REGIE DE RECETTES « DROITS DE PLACE »

Madame le Maire informe de la délibération du 22 octobre 2004 décidant de l'organisation et du tarif des emplacements pour les marchés et celle du 1^{er} février 2013 pour l'étendre aux droits de place aux cirques.

Elle propose que celle-ci soit étendue aux emplacements des terrasses et aux emplacements pour les forains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'étendre la régie de recettes « Droits de place » aux emplacements des terrasses et des forains;

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

M. MOULIN demande qui recevra les droits de place lors de la fête foraine ? Mme PICQ rappelle que les forains s'installent sur le domaine public, par conséquent la commune encaissera.

Mme FIORAZZO informe que le Comité des Fêtes les percevait auparavant.

M. BERLINGER indique qu'il est interdit que des associations encaissent des droits de place.

M. MOULIN demande si le garde se chargera de l'encaissement ?

ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR POUR LES SERVICES PERISCOLAIRES

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 26 mai propose au Conseil Municipal un nouveau règlement intérieur des services périscolaires pour l'année scolaire 2014/2015 : restaurant scolaire, accueil périscolaire et temps d'activités périscolaires (TAP).

Madame le Maire donne lecture du règlement intérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le règlement intérieur des services périscolaires pour l'année scolaire 2014/2015, annexé à la présente.

ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame le Maire donne lecture du règlement intérieur du Conseil Municipal travaillé par le groupe d'élus.

M. MOULIN a beaucoup de remarques et il signale qu'il manque des éléments.

Mme PICQ propose que le groupe retravaille sur le projet du règlement en y associant les élus qui ont des remarques.

Mme PICQ propose de redéfinir le groupe de travail comme suit : M. MOULIN, COUSTAL, Mmes BILLIER, VIRUMBRALES, BAUDE, BERLEMONT, FIORAZZO, GABISON, ANCELOT et CHAMBOUNAUD.

La prochaine réunion de travail est prévue le 8 juillet à 20h30.

Le Conseil Municipal ajourne cette délibération.

ELECTION DU REFERENT SECURITE ROUTIERE

Madame le Maire informe de la demande du Préfet en date du 20 mai 2014 afin de nommer le correspondant élu Sécurité Routière.

Sont candidats :

- M. Daniel DEBET

Le conseil municipal procède à l'élection au scrutin public.

Est élu référent Sécurité Routière : **M. Daniel DEBET**

Madame le Maire est chargée d'en informer le service « Mission Sécurité Routière » de la Préfecture.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 1 (E. MOULIN)

ELECTION DES DELEGUES A L'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES GIRONDINES

Mme Le Maire donne lecture des statuts.

Madame le Maire informe de la demande de l'Association des Communes Forestières Girondines en date du 12 mai 2014 afin de nommer un délégué titulaire et un délégué suppléant qui siègeront au Conseil d'administration.

Sont candidats :

- Mme Valérie CHAMBOUNAUD
- M. Bruno CADUSSEAU

Le conseil municipal procède à l'élection au scrutin public.

- Est élue déléguée titulaire : **Mme Valérie CHAMBOUNAUD**
- Est élu délégué suppléant : **M. Bruno CADUSSEAU**

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS

Mme Le Maire donne lecture de la délibération de S.G.B.V. et des communes adhérentes.

Madame le Maire informe de la délibération du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais (SGBV) en date du 28 avril 2014 approuvant la modification de ses statuts.

Elle informe que les communes adhérentes au SGBV doivent délibérer dans les trois mois pour émettre un avis selon l'article L.5212-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après discussion, le Conseil Municipal :

- **ADOPTE** les statuts du Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blay, annexés à la présente.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

ACCUEIL DE LA HALTE GARDERIE ITINERANTE « LA COCCINELLE »

Madame le Maire informe que la précédente municipalité s'était portée candidate pour accueillir la halte garderie itinérante « La Coccinelle », service géré par la Communauté de Communes du canton de Saint-Savin, le mercredi à compter du 1^{er} septembre 2014.

Le 18 février 2014, le Docteur MAUR de la Protection Maternelle Infantile (PMI) avait visité la salle communale se situant dans les locaux de l'école maternelle et a émis un avis favorable pour l'utilisation, avec quelques réserves cependant, à savoir :

- Sécuriser la zone d'accès du véhicule ;
- Installer une prise électrique en extérieur ;
- Eventuellement effectuer une marquise pour abriter l'accès de la porte de la salle aux portes du véhicule de « La Coccinelle ».

Madame le Maire informe que la commission « Ecoles, services périscolaire, jeunesse » réunie le 29 avril a émis un avis favorable à l'accueil la halte garderie itinérante « La Coccinelle ».

Après discussion, le Conseil Municipal :

- Emet un avis favorable à l'accueil de la halte-garderie itinérante « La Coccinelle » dans les locaux de l'école maternelle ;
- Autorise Madame le Maire à effectuer les travaux nécessaires pour son accueil ;
- Autorise Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition de la salle communale correspondante avec la Communauté de Communes du canton de Saint-Savin, annexée à la présente.

Mme FIORAZZO demande quels seront les horaires de l'accueil ? Mme PICQ répond qu'il se fera de 8 h 15 à 17 h 45.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

QUESTIONS DIVERSES

- Elections sénatoriales : conseil municipal le 20 juin à 19 h, prévenir la Préfecture du changement d'horaire, initialement prévu à 20 h. Les listes de candidats devront être déposées avant l'élection. Un isoloir sera mis en place.
- Conseil Municipal enfants : Mme BAUDE est la coordonnatrice, le prochain conseil municipal aura lieu le 1 juillet à 18 h 30. Les commissions de travail se réuniront à la pause méridienne.
- Association « Les Petits Souliers » : demander au minimum une participation représentant le coût du technicien soit 20 € de l'heure, également une participation pour l'entretien de la salle et le chauffage. Ils demandent la mise à disposition du Vox le 22 novembre 2014. Le tarif sera étudié en commission des finances.

- Règlement pour le prêt des salles et du matériel : un groupe de travail est mis en place : Mmes VIRUMBRALES, ANCELOT, FIORAZZO, BERLEMONT et M. MOULIN.
- Création d'un jury pour le prix des maisons fleuries : M. BERNY, Mme BILLIER et BAUDE.
- Distribution du journal : mise en place de secteurs.
- CAUE : information de l'assemblée générale du CAUE qui se tiendra le 17 juin 2014.
- Manuscrits de M. ALLARD : Mme PICQ demande l'autorisation pour que le secrétariat saisisse le manuscrit à l'informatique et l'imprime en 4 exemplaires. Mme CHAMBOUNAUD propose de faire appel aux stagiaires du Greta.
- Lettre de remerciements de CAPHI pour la subvention de 50 € octroyée pour leur projet scolaire.
- Transport scolaire : un groupe de travail est constitué pour étudier les demandes de transport (Mmes BILLIER, BELLUE et M. MOULIN et l'agent en charge du transport). La réunion est fixée à 9 h 30.
- Ecole Maternelle : problème d'effectifs, Mme PICQ informe qu'elle n'autorisera pas les familles de St-Christoly à inscrire leurs enfants dans d'autres communes pour convenances personnelles. En effet, une classe pourrait être fermée à la rentrée des classes.
M. MACEIRA se questionne sur le départ des familles de la commune. Mme PICQ répond qu'en général ils partent pour des convenances personnelles, séparation, déménagement... M. COUSTAL informe de la nécessité de lancer un PLU pour redéfinir une zone habitable.
- Panneaux de signalisation : M. MOULIN informe au lieudit Cabane de Moquet le panneau voie sans issue est mal signalé. Mme BELLUE informe qu'il s'agit d'une voie départementale et donc pas de notre ressort.
D'autre part, il demande la pose de ralentisseur et une limitation de vitesse au lieudit Chauvin. Mme PICQ répond qu'une rencontre est prévue avec M. PECHEU du Conseil Général.
Il demande également un abribus à Chauvin. Mme PICQ informe qu'il y en a un de prévu ainsi qu'au lieudit l'Etang.
M. CADUSSEAU relève le manque de signalisation au niveau de la voirie du Vox, une réflexion doit être menée sur le sens de circulation du parking du Vox.
- M. COUSTAL demande que les derniers compte-rendus des conseils d'écoles lui soient transmis. Mme PICQ informe que le conseil d'école de l'élémentaire est prévu le 23 juin et celui de la maternelle le 1 juillet, ils lui seront transférés dès qu'ils nous seront transmis.
- M. COUSTAL demande si la commune reprendra contact avec St-Christol ? Mme PICQ répond que c'est prévu.

Le Maire, Murielle PICQ